



Convergeons le 19 mars 2005 à Bruxelles

Pour de vrais emplois Stop à la Directive Bolkestein Pour construire l'Europe sociale Pour la réduction du temps de travail

Les 22 et 23 mars prochains, les vingt-cinq chefs d'Etat et de gouvernement d'Europe vont se réunir. L'emploi, les services publics, les droits sociaux vont être au centre des discussions. Les salariés, les chômeurs et les retraités sont pleinement concernés.

L'emploi en Europe

Nombreuses sont les mobilisations dans les pays de l'Union européenne pour lutter contre le chômage et développer l'emploi, en nombre et en qualité, pour garantir les retraites, pour le temps de travail et les salaires.

Qu'il soit en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique,... chacun est confronté à la mise en concurrence, aux délocalisations qui menacent sa vie quotidienne et son avenir.

La logique de la recherche du profit maximum prime sur les garanties sociales, le plein emploi, la formation.

Pour la Cgt, les investissements pour la recherche, la formation tout au long de la vie, pour le nécessaire développement des qualifications ainsi que celui de l'apprentissage, devraient être beaucoup plus importants.

Les garanties collectives doivent être renforcées. Le temps de travail doit être

réduit partout pour favoriser la création d'emplois.

Le projet de directive européenne permettant, aux entreprises, de dépasser la semaine de travail de 48 h en Europe, doit être abandonné.

Le pacte de stabilité européen doit être réformé car il constitue une camisole pour la croissance et l'emploi. C'est ce qu'exige la Confédération Européenne des Syndicats (Ces).

En France, des centaines de milliers de travailleurs du secteur public et du secteur privé se font entendre dans des actions de toutes formes, de façon unitaire, depuis le début de l'année.

L'Euromanifestation du 19 mars 2005, à l'appel de la Confédération européenne des Syndicats, est l'occasion pour les salariés et leurs organisations syndicales de porter ensemble leurs exigences sociales aux chefs d'Etat et de gouvernement.

Stop à la directive Bolkestein

Ce texte vise à instaurer le « principe du pays d'origine » pour les entreprises de services.

En clair : si une entreprise de services d'un pays européen obtient un marché en

France, elle pourrait appliquer aux salariés qu'elle emploie, non plus le contenu du code du travail français, mais celui du pays où est installé son siège social !

Ce projet pourrait viser tous les services : des commerces aux services publics. Cela représente 70 % de l'économie et des emplois. Ce serait l'ouverture en grand, au dumping social et une incitation manifeste aux délocalisations !

Tous les abus seraient ainsi permis !

Les nombreuses réactions des salariés des différents pays de l'union et les interventions de leurs organisations syndicales ont déjà conduit à faire connaître l'existence des dangers de ce texte et à bouleverser le calendrier de son examen.

Le 19 mars, tous ensemble en Europe, nous avons l'occasion d'imposer l'abandon de cette directive.

Construire une Europe sociale

La citoyenneté se façonne et ouvre la perspective d'une ambition grandissante à plus de démocratie dans l'entreprise, la cité, le pays.

Là encore, les salariés des différents pays d'Europe réagissent, luttent contre les remises en cause de leurs garanties sociales ou leurs libertés. Dans certains pays, même les droits les plus élémentaires sont quasi inexistantes.

Le 19 mars doit être une nouvelle occasion de réclamer plus de droits syndicaux, plus de dialogue social, de consultation des salariés sur l'emploi, les salaires et le travail.

L'Europe doit s'affirmer comme un puissant moyen de régulation et de réorientation de la mondialisation vers un développement durable et des droits fondamentaux pour tous, partout dans le monde.

Ensemble, pour une Europe de justice, de progrès social, le 19 mars 2005 à Bruxelles.

**Pour mes revendications, pour mes droits,
je me syndique**

avec

la
CGT

Gagner

c'est possible